

**DELEGATION DU MAIRE A LA DIRECTRICE DES RESSOURCES
HUMAINES ADJOINTE**

DELEGATION DE SIGNATURE

Monsieur Antoine PARRA,

Maire de la commune d'ARGELES-SUR-MER

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2122-19, R.2122-8 et R.2122-10

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Considérant que Madame Ophélie MICAS exerce les fonctions d'Adjointe à la Direction des ressources humaines, et dans un souci de bonne administration de la commune,

ARRETE

Article 1 :

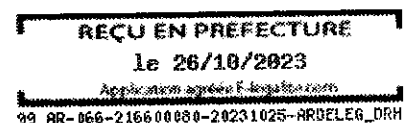
Délégation de signature est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, à :

Madame Ophélie MICAS pour les actes suivants :

- **Accusés de réception aux demandes d'emploi, de stage et des candidatures ainsi que les réponses négatives**
- **Conventions d'immersion et état de présence**
- **Attestations, certificats de travail, déclarations de cotisations et d'accident de travail, demandes d'expertise médicale et convocations aux visites médicales**
- **Bons de prise en charge pour accident de service, de trajet et maladie professionnelle**

Article 2 :

La signature par Madame Ophélie MICAS des pièces et actes repris à l'article 1 du présent arrêté devra être précédée de la formule indicative suivante « par délégation du maire ».



Article 3 :

La présente délégation de signature prendra effet dès les formalités de l'article L.2131-31 du Code Général des Collectivités Territoriales accomplies et prendra fin à la fin du mandat en cours ou à la cessation de fonction de l'agent.

Article 4 :

Monsieur le Maire, Monsieur le Directeur général des Services et la Directrice des Ressources Humaines adjointe sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 :

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et inscrit au recueil des actes administratifs de la Commune d'Argelès-sur-Mer et copie en sera adressée à Monsieur le préfet.

Argelès-sur-Mer, le 25 Octobre 2023

Le Maire,

Antoine PARRA 

ACTE PUBLIÉ

En date du 27/10/23

Peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat

Par Antoine PARRA Marie





REÇU EN PREFECTURE

le 26/10/2023

Application agréée E-legalite.com

99_AR-066-2166 0060-2023 1025-ARDELEG_DRH